

L'avenir des travailleurs ne se joue pas à Matignon !

Publié le 17/07/2024 [Écouter la version audio](#)



La crise politique s'installe, la tambouille politique continue et beaucoup de travailleurs se détournent du spectacle.

Avec son arrogance habituelle, Macron se prétend au-dessus de la mêlée et de l'impasse politique qu'il a lui-même provoquées. Tout en expliquant que personne n'a gagné, il s'arroe le droit de décider de qui doit assurer l'intérim.

Les dirigeants de gauche, après avoir fait élire des Borne, Darmanin et autres macronistes ou LR, sous prétexte de barrer la route au RN, pleurnichent parce que Macron refuse de les déclarer vainqueurs. Les alliés d'hier, qui prétendaient « changer la vie », se déchirent maintenant pour trouver un Premier ministre. Du côté des macronistes, on fait de l'œil à la droite et au PS, au nom de la stabilité nécessaire. Quant au RN, s'il a écarté ses brebis galeuses les plus ouvertement

racistes, c'est pour se montrer respectable, prêt à gouverner au service de la bourgeoisie.

Oh ! bien sûr, tout ce cirque politicien se fait au nom d'idéaux et de phrases sur la volonté du peuple et la démocratie. Mais cette démocratie bourgeoise est à bout de souffle, victime de la crise et de l'impasse de ce système capitaliste.

Et puis, où est la démocratie pour les travailleurs ? De quoi décidons-nous ? De nos conditions de travail, de nos salaires ? Fondamentalement, cette démocratie est au service des exploités.

Sous la 4^e puis la 5^e République, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, ont été les artisans de sales guerres coloniales d'abord, d'interventions impérialistes et de soutien aux dictateurs en place ensuite, au service des plus grands groupes capitalistes français. Cette démocratie, c'est aussi celle de la répression des grèves et des manifestations, celle des policiers à la gâchette facile dans les quartiers populaires.

Malgré l'irresponsabilité des politiciens qui se disputent le fauteuil de Premier ministre, la grande bourgeoisie dispose d'un appareil d'État solidement établi. Ses hauts fonctionnaires, ses tribunaux, sa police et son armée sont là pour défendre son ordre social.

Alors, les dirigeants politiques ne trouveront peut-être pas d'issue à la crise politique actuelle. Mais ce n'est pas cela qui empêchera la bourgeoisie de continuer à porter ses coups contre le monde du travail. C'est grâce à cette guerre sociale qu'elle peut engranger des profits comme jamais, malgré la crise dans laquelle s'enfoncé l'économie.

Et il en sera ainsi tant que nous, travailleurs, ne disputerons pas le pouvoir à la bourgeoisie pour en finir avec le capitalisme.

Si la société continue de tourner pendant que les politiciens se chamaillent, c'est aussi parce que nous continuons à ramasser les poubelles, à produire sur les chaînes de montage, à approvisionner les rayons des grandes surfaces. Nous continuons à jongler pour boucler les fins de mois, à subir des conditions de travail de plus en plus dures, à tenter de compenser le manque de moyens pour soigner à l'hôpital, pour transporter les voyageurs dans les bus et les trains. Et grâce à notre travail, la bourgeoisie continue à s'enrichir.

Ce qui nous manque, c'est la conscience que cette position de force au cœur de la machine nous permet de nous opposer à ce système d'exploitation.

Dans le passé, le mouvement ouvrier a su diffuser cette conscience, s'opposer aux tentatives de division de ses forces. C'est autour d'une idée très simple, formulée par Karl Marx, que les premiers communistes se sont regroupés : « Les

prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez- vous ! »

Cette conscience politique communiste, révolutionnaire et internationaliste a été perdue au fur et à mesure que les partis de gauche se sont intégrés dans la société bourgeoise et son appareil d'État. Ils ont remplacé la lutte de classe contre les capitalistes par le bulletin de vote en faveur d'un « bon » gouvernement. Ils ont troqué l'internationalisme contre le nationalisme et l'illusion que des frontières pourraient défendre les intérêts des travailleurs.

Laissés sans perspectives, les travailleurs sont restés déboussolés, leur force sociale neutralisée. Aujourd'hui, la division du poison raciste risque de les désarmer encore plus face à leurs exploiters.

Si nous ne voulons pas tomber de plus en plus bas, dans la crise et la guerre généralisée, il est urgent de reconstruire un parti qui défende non seulement nos intérêts immédiats, mais aussi la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Il nous faut un parti communiste révolutionnaire, au sens que Marx et des générations de militants après lui, ont donné à ce mot.

Nathalie Arthaud

Lutte Ouvrière No.2920 du 19/07/2024